



**Comment les institutions
financières peuvent-elles intégrer
la Gestion de la Performance
Environnementale pour améliorer
la résilience des bénéficiaires
finaux face au changement
climatique ?**

L'expérience des Philippines



Article préparé par

Soulet Maxence (Cerise+SPTF) : m.soulet@cerise-spm.org

Cigana Lucia (ADA): L.cigana@ada-microfinance.lu

Bauwin Mathilde (ADA): m.bauwin@ada-microfinance.lu

Sicat Allan (MCPI): allan.sicat@microfinancecouncil.org

Manahan Anna (MCPI): anna.manahan@microfinancecouncil.org

Date de publication : Janvier 2025

Sommaire

Introduction.....	3
Contexte : un changement climatique qui affecte les plus vulnérables	5
Questions de recherche : quel rôle la finance inclusive peut-elle jouer pour améliorer la résilience des populations vulnérables face au changement climatique ?.....	6
Etude de cas et méthodologie.....	7
Présentation des résultats.....	8
H1 : Les IF ont besoin d'une stratégie environnementale claire pour mettre en œuvre une GPE efficace (test avec la Norme 7A).....	8
H2 : Les IF doivent comprendre les risques au niveau des clients afin de leur fournir des réponses adaptées pour lutter contre leur vulnérabilité environnementale (test avec la Norme 7B).	11
H3 : Les IF doivent fournir des services financiers et non-financiers adaptés pour garantir l'efficacité de leur stratégie environnementale (test avec la Norme 7C).	12
Conclusion	17
Références	20
Annexes	21

Introduction

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement affectent déjà toutes les régions de notre planète, et en particulier les populations les plus vulnérables des pays en développement, notamment les personnes engagées dans des activités agricoles (Morton, 2007). Dans le secteur de la finance inclusive, ces enjeux environnementaux représentent des risques directs (financiers, opérationnels, sociaux, etc.) pour les institutions financières (IF) qui travaillent au quotidien avec ces populations vulnérables. Du fait de leur proximité avec ces clients vulnérables et des services qu'elles proposent, les IF pourraient toutefois jouer un rôle majeur dans la protection des clients vulnérables. Pour la plupart d'entre elles, ces enjeux sont cependant nouveaux et complexes : se pose donc la question de comment les aborder.

Depuis 2012, le secteur de la finance inclusive dispose d'un référentiel pour aider les IF à placer les clients, le personnel et l'environnement au cœur de leurs décisions stratégiques et opérationnelles : les Normes Universelles de Gestion de la Performance Sociale et Environnementale. Depuis 2022, ces Normes intègrent une septième dimension opérationnelle dédiée à la Gestion de la Performance Environnementale (GPE). Cette Dimension 7 fournit aux IF des lignes directrices pour éviter les impacts négatifs sur l'environnement et contribuer à favoriser l'adaptation au changement climatique, l'atténuation des risques environnementaux et les solutions régénératrices. La Dimension 7 fournit une analyse pratique pour les institutions désireuses de développer un plan d'action cohérent avec leur stratégie de gestion de la performance sociale, dans le cadre des Normes Universelles. Elle les encourage à avoir une stratégie environnementale claire et des systèmes en place pour la mettre en œuvre (Norme 7.A), à identifier les principaux risques environnementaux au niveau de l'IF et des clients (Norme 7.B) et à offrir des produits et services financiers et non-financiers pour renforcer la résilience des clients (Norme 7.C).

Dans le cadre de cet article, nous allons nous demander comment ces institutions financières pourraient-elles aider leurs clients à améliorer leur résilience face au changement climatique ? Pour cela, nous allons analyser la pertinence de cette approche de Gestion de la Performance Environnementale, sur la base d'un cas concret : le projet *Green Inclusive and Climate Smart Finance* (GIF) aux Philippines, une initiative collaborative impliquant ADA, une ONG luxembourgeoise impliquée dans le secteur de l'inclusion financière, gestionnaire et responsable opérationnel du projet, le Ministère Luxembourgeois de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, cofinçant le projet, et le Microfinance Council of Philippines (MCPI), un réseau national d'institutions de microfinance, gestionnaire local du programme. Il s'agit d'un exemple intéressant, puisque des programmes de prêt innovants combinant des services financiers et non-financiers ont été créés pour encourager les petits exploitants agricoles à adopter des pratiques agricoles intelligentes face au climat.

Nous allons plus particulièrement étudier comment la stratégie, l'analyse des risques ainsi que la formation et le soutien des petits exploitants agricoles par des experts locaux peuvent assurer une mise en œuvre efficace et un passage à l'échelle d'une telle initiative, au niveau des IF et du secteur. L'analyse sera menée à partir des résultats de deux IF qui ont développé un programme test de prêt avec deux types de prêts verts (l'un peut être utilisé comme fonds de roulement pour l'agriculture durable, l'autre pour l'acquisition d'équipements/ technologies adaptées au changement climatique). Des services non-financiers ont été fournis à 35 agriculteurs pour renforcer leurs connaissances sur l'impact du changement climatique et les technologies intelligentes par le biais de formations et de visites d'exploitations agricoles durables. Huit fermes de démonstration sont en cours de développement sous la direction d'experts en agriculture organique.

Ainsi, nous testerons 3 hypothèses avec cette étude de cas concrète pour analyser si ces postulats sont corrects :

- **H1.** Les IF ont besoin d'une stratégie environnementale claire pour mettre en œuvre une GPE efficace (test avec la Norme 7A) ;
- **H2.** Les IF doivent comprendre les risques au niveau des clients afin de leur fournir des réponses adaptées pour lutter contre leur vulnérabilité face au changement climatique (test avec la Norme 7B) ;
- **H3.** Les IF doivent fournir des services non-financiers pour garantir l'efficacité de leur stratégie environnementale (test avec la Norme 7C).

En d'autres termes, nous allons tester si, dans le cadre de leur stratégie sociale et environnementale, les IF peuvent directement atténuer les conséquences néfastes du changement climatique pour leurs clients. Le large éventail de services financiers qu'elles proposent (prêts, épargne, micro-assurance, etc.) pourrait permettre aux agriculteurs ruraux de diversifier leurs sources de revenus et d'acquérir les matières premières ou les actifs dont ils ont besoin pour produire et se protéger face aux catastrophes naturelles. Les services non-financiers, tels que la sensibilisation, la formation et le développement des compétences entrepreneuriales, pourraient également apporter une réelle valeur ajoutée en renforçant les capacités des agriculteurs à améliorer leurs pratiques.

Nous commencerons par une revue de la littérature sur le changement climatique et l'inclusion financière, puis nous présenterons la recherche empirique, la méthodologie et la description des données, et nous développerons nos trois hypothèses basées sur le cas concret du projet GIF aux Philippines.



Contexte : un changement climatique qui affecte les plus vulnérables

Le changement climatique représente le plus grand défi de notre siècle. Il touche tous les continents et toutes les populations, quelles que soient leurs caractéristiques socioculturelles. Le changement climatique n'est pas seulement un problème à venir, mais une réalité dont les effets négatifs se font déjà sentir. On estime qu'un réchauffement de plus 4 degrés entraînerait l'extinction d'une espèce sur six d'ici 2100. Cette augmentation de la température moyenne aura de multiples conséquences : le niveau des mers s'élèvera plus vite et plus fortement que prévu ; des migrations de populations se produiront, impliquant une augmentation du nombre de réfugiés climatiques dépassant potentiellement celui des réfugiés liés aux conflits ; l'acidification de l'eau entraînera la dissolution des coquillages et des mollusques, perturbant toute la chaîne alimentaire ; les événements climatiques extrêmes se multiplieront et s'intensifieront, générant de nouvelles tensions de diverses natures, et bien d'autres conséquences encore (Mark C. Urban, 2015).

Le changement climatique accroît la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les typhons, les ouragans et les sécheresses, qui menacent directement le développement durable. Selon les experts internationaux du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat (GIEC) des Nations Unies, la multiplication et l'intensification des catastrophes naturelles deviendront l'un des principaux facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire à l'avenir.

Bien que le changement climatique ait un impact universel sur toutes les populations, sa gravité est amplifiée chez les populations vulnérables en raison de leurs conditions de vie et de leurs ressources financières limitées pour faire face aux catastrophes naturelles. Les habitants des pays en développement sont susceptibles d'être parmi les plus durement touchés par les phénomènes météorologiques extrêmes. En effet, les estimations montrent que le milliard de personnes les plus pauvres n'a contribué qu'à environ 1 % du réchauffement climatique (H.J. Schellnhuber, 2015), mais que ce sont précisément elles qui souffrent déjà et souffriront le plus des répercussions sur leur vie quotidienne.

Les Philippines, un archipel d'Asie du Sud-Est composé d'environ 7 640 îles, figurent parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique, en raison de la fréquence croissante des phénomènes météorologiques extrêmes (Kreft et Eckstein, 2013, Garschagen et al., 2014). Avec plus de 20 typhons par an, des tremblements de terre réguliers, des éruptions volcaniques et des tsunamis, le pays est classé au premier rang mondial des pays les plus exposés aux catastrophes en raison des variations climatiques (World Risk Report, 2022).

En tant que nation essentiellement agricole, les Philippines dépendent fortement des ressources de ce secteur pour assurer la subsistance d'une large partie de leur population. Pourtant, l'agriculture du pays est confrontée à une myriade de défis, dont le changement climatique est le principal enjeu du secteur. Couvrant une



superficie de plus de 30 millions d'hectares, près de la moitié de ces terres sont consacrées à des activités agricoles (Philippine Statistics Authority, 2019). Environ 23 % de la population active, soit près de 10,8 millions de personnes en 2022, sont employées dans l'agriculture, contribuant ainsi à environ 10 % du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays (PSA, 2022 et Banque Mondiale, 2022). Simultanément, près de 80 % des Philippines vivant sous le seuil de pauvreté résident dans des communautés rurales, dont les moyens de subsistance dépendent en grande partie des activités agricoles (Banque Mondiale, 2018).

Selon l'Autorité Statistique des Philippines (PSA, 2020 Environmental Accounts Report), les Philippines ont subi des pertes équivalentes à 463 milliards de pesos philippins (7,6 milliards d'euros) au cours de la dernière décennie (2010-2019) en raison d'événements météorologiques extrêmes. Parmi ces pertes, le secteur agricole a subi les impacts les plus importants, représentant 62,7 % de ces pertes, soit l'équivalent de 290 milliards de pesos philippins (4,8 milliards d'euros). Une étude menée dans la région de Mindanao, aux Philippines, a cherché à mettre en évidence l'impact du changement climatique sur les petits exploitants agricoles (A. Chandra et al., 2017). Cette recherche révèle comment ces facteurs augmentent la vulnérabilité des agriculteurs ruraux en perturbant leur capacité de remboursement, en raison des pertes importantes causées par les événements météorologiques extrêmes. Les rendements agricoles sont réduits, ce qui entraîne une perte de ressources financières sans possibilité de remboursement. Par conséquent, le changement climatique et ses effets obligent ces agriculteurs à revoir leurs pratiques de production et de protection contre ces risques. Les agriculteurs philippins sont donc fortement exposés à ces risques.

Dans ce contexte de bouleversement climatique, une transition agricole est nécessaire pour promouvoir l'émergence de pratiques agricoles résistantes au climat afin de redéfinir les systèmes agricoles pour assurer la durabilité des sols et la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique.

Questions de recherche : quel rôle la finance inclusive peut-elle jouer pour améliorer la résilience des populations vulnérables face au changement climatique ?

La microfinance est présentée depuis longtemps comme un outil efficace de lutte contre la pauvreté (Yunus, 2008). Mesurer et gérer sa performance sociale apparaît donc nécessaire pour s'assurer que la microfinance puisse remplir ses promesses sociales (Morduch, 1999). Aujourd'hui, un certain nombre d'institutions financières estiment que la prise en compte du changement climatique et de la protection de l'environnement fait également partie intégrante de leur mission. De plus en plus, les IF intègrent des objectifs environnementaux dans le cadre de leur triple mission de durabilité financière, sociale et environnementale.



Pour autant, la GPE visant à gérer les risques et les opportunités environnementaux est un sujet qui semble être plutôt complexe à mettre en place pour des IF souhaitant s'y intéresser et l'intégrer dans leurs activités quotidiennes. En ce sens, elle a été progressivement étudiée afin d'élaborer des référentiels et des cadres standard d'évaluation et d'orientation, tels que le *Microfinance Environmental Performance Index* (Allet, 2014) et le *Green Index* (Allet et al. 2016). Sur la base de ces bonnes pratiques, Cerise+SPTF, en tant qu'organisation dédiée à la promotion des pratiques optimales de Gestion de la Performance Sociale et Environnementale (GPSE) dans le secteur de la finance inclusive, a codéveloppé la Dimension 7 sur la GPE avec le Groupe d'Action Finance Inclusive et Intelligente face au Climat d'e-MFP (GICSF-AG). Elle fournit des conseils concrets aux IF pour aborder les questions environnementales et sociales auxquelles sont confrontés leurs clients.

Etude de cas et méthodologie

Pour tester nos hypothèses, nous allons nous baser sur une étude de cas du projet GIF (Soulet, 2023) réalisée aux Philippines.

Le projet "Green Inclusive and Climate Smart Finance" (GIF) aux Philippines a été mis en œuvre pour la première fois entre 2013 et 2020, et sa deuxième phase s'est déroulée de mai 2021 à octobre 2024. Il implique trois institutions financières locales, qui sont toutes membres du MCPI. Le projet GIF vise principalement à accroître la capacité des IF à atteindre la durabilité environnementale dans leurs opérations. Plus précisément, il vise à accompagner les IF à développer des services financiers et non-financiers verts pour aider leurs clients à atténuer les effets du changement climatique et/ou à s'y adapter, à accroître leur résilience grâce à des solutions vertes et intelligentes face au climat, et à sensibiliser la population à faible revenu et les IF au changement climatique et à la finance verte. Bien que le projet GIF comporte deux volets : l'efficacité énergétique dans les communautés urbaines et l'agriculture durable, l'analyse se concentre uniquement sur le second volet, mis en œuvre par Rangtay sa Pagrang-ay Microfinance, Inc (RPMI) et Bangko Kabayan, Inc. Cet article est basé sur le mémoire de recherche réalisée pour ADA et le MCPI dans le cadre du Programme Européen de Microfinance (Soulet, 2023) afin de générer une compréhension approfondie du développement et de la mise en œuvre d'un tel programme, dans le but de promouvoir une agriculture plus résiliente face au climat auprès des IF aux Philippines. Le mémoire de recherche a été utilisé comme référence clé pour ce papier car il contient toutes les informations nécessaires pour approfondir la façon dont les IF pourraient intégrer efficacement la GPE pour améliorer la protection de leurs bénéficiaires finaux au changement climatique.

Cette étude s'est déroulée aux Philippines de mai à septembre 2023, avec 51 entretiens individuels semi-directifs menés dans 7 municipalités de Luzon (33 agriculteurs ~sur les 35 agriculteurs pilotes sélectionnés pour le projet~, 10 membres



du personnel des IF, 8 membres du personnel des partenaires). La réalisation de l'étude s'est déroulée en quatre grandes étapes :

(A) Compréhension du sujet à travers des visites de terrain, l'analyse de documents et des réunions avec les principales parties prenantes du projet ;

(B) Formalisation et révision des questionnaires et planification des entretiens individuels semi-directifs. Quatre questionnaires ont été élaborés (pour les IF, pour les clients agriculteurs, pour les prestataires de formation et pour l'organisation chargée de la mise en œuvre du projet). Ces questionnaires étaient composés de questions quantitatives visant à établir un profil des IF et des clients impliqués dans le projet (profil sociologique, profil commercial, accès au financement, etc.) et de questions qualitatives relatives aux objectifs et à la motivation de la création d'un tel programme de prêt, à l'impact de la formation sur la motivation et la capacité des agriculteurs à mettre en œuvre des projets d'agriculture durable, etc.) ;

(C) Réalisation des entretiens individuels semi-directifs. La collecte des données qualitatives et quantitatives s'est déroulée au cours de deux visites principales sur le terrain avec des entretiens individuels semi-directifs, tandis que d'autres données quantitatives ont été échangées par e-mail. Tous les entretiens ont été menés avec un membre du personnel du MCPI. Les questions ont été posées aux agriculteurs en anglais et l'équipe du MCPI les a traduites dans la langue locale du client. Le client répondait dans sa propre langue et l'équipe MCPI traduisait progressivement la réponse en anglais ;

(D) Analyse approfondie et rédaction du mémoire.

Présentation des résultats

H1 : Les IF ont besoin d'une stratégie environnementale claire pour mettre en œuvre une GPE efficace (test avec la Norme 7A).

La mise en place d'une stratégie et de plans environnementaux permet à l'IF de gérer la performance environnementale de manière réfléchie, globale et systématique, en fonction de ses priorités, du contexte de ses opérations et de ses ressources, et en cohérence avec ses objectifs financiers et sociaux. C'est l'objet de la première Norme de la Dimension 7 sur la GPE. Pour tester cette première hypothèse, nous analyserons le projet GIF aux Philippines et les deux IF pilotes.

Ibaan Rural Bank, Inc, l'une des deux IF du projet, a été créé en 1957. Rebaptisée Bangko Kabayan Inc. à l'occasion de son 40e anniversaire, elle a entrepris de redéfinir son identité en passant du statut de banque rurale à celui d'institution bancaire privée de développement en 2016. Bangko Kabayan se positionne comme une entité bancaire qui vise à favoriser la croissance dans les zones rurales en offrant des produits et des services qui génèrent de la valeur ajoutée pour les entreprises et les ménages, tout en contribuant à améliorer leur niveau de vie. L'activité principale de



la banque est la génération de prêts et de dépôts. Avec un portefeuille dédié à la finance inclusive de 455 millions de PHP (7,5 millions d'euros) pour près de 10 000 prêts en 2022, et plus de 400 employés dans 38 branches, Bangko Kabayan se reconnaît comme un leader potentiel parmi les banques de marché aux Philippines, leur donnant l'opportunité de créer des impacts économiques, environnementaux et sociaux positifs. Une analyse plus approfondie de cette IF montre que le projet GIF est intégré par la banque dans une stratégie sociale et environnementale beaucoup plus large. Bangko Kabayan suit un cadre détaillé de financement durable, avec l'élaboration d'objectifs stratégiques durables et d'un Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (E&S). Ce dernier fait référence à l'introduction de politiques, de procédures et d'outils permettant d'identifier, d'évaluer, de contrôler et d'atténuer l'exposition aux risques environnementaux et sociaux. En tant que partie intégrante de l'initiative de développement durable de la banque et du processus d'évaluation du risque de crédit, Bangko Kabayan adhère aux réglementations en matière de développement durable dans ses opérations commerciales et utilise cette politique comme un guide pour la prise de décision de l'entreprise et une référence sur la façon dont elle traite les opportunités et les risques liés à l'impact direct et indirect de la durabilité. Au cours des deux dernières années, le conseil d'administration a approuvé un plan de transition pour la mise en œuvre du cadre de durabilité, accompagné d'initiatives de renforcement des capacités internes. Encouragée par cette expérience et cette approche dynamique pour gérer leur performance sociale et environnementale, Bangko Kabayan, après avoir participé à la formation sur la Microfinance Verte dispensée par le MCPI en 2017, a exprimé deux ans plus tard sa volonté de développer ses connaissances sur les pratiques agricoles résilientes au changement climatique et de former ses équipes dans ce domaine. Ils ont contacté le MCPI et sont directement devenus un partenaire identifié pour le projet GIF.

RPMI, la deuxième IF du projet, est une organisation non gouvernementale à but non lucratif spécialisée dans la microfinance depuis 1987. Sa mission principale est de transformer la vie des entrepreneurs, des agriculteurs, des pêcheurs et de leurs familles aux Philippines en fournissant des produits et des services de microfinance inclusifs et réactifs, en se concentrant sur le développement des entreprises et des communautés. RPMI a un portefeuille total de 337 millions de PHP (5,5 millions d'euros), avec un peu plus de 54 000 prêts en 2022, et 308 employés dans 27 branches. Pour elle, la stratégie de performance environnementale n'est pas encore intégrée en tant que plan stratégique spécifique et clair. RPMI a demandé à faire partie du projet GIF quelque temps après le lancement du projet. L'idée de développer un prêt pour promouvoir une agriculture plus durable avait déjà émergé lors de discussions internes, et l'appel à projets est arrivé à un moment opportun pour eux. Ils ont ensuite été sélectionnés et sont devenus la seconde institution du projet GIF.

Bien que ces entités soient structurellement différentes, les deux IF cherchent à atteindre deux objectifs communs, tels que définis dans les documents descriptifs du projet, en pilotant leurs produits financiers verts et leurs services non-financiers respectifs :



- Augmenter la productivité agricole et les revenus des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs, en utilisant des techniques agricoles qui peuvent augmenter les rendements agricoles sans compromettre l'intégrité environnementale et la santé sociale et publique ;
- Développer la résilience climatique en renforçant les capacités des agriculteurs et des pêcheurs pour leur assurer une productivité optimale malgré les impacts négatifs et les contraintes provoquées par le changement climatique.

Les deux IF ont développé leurs projets respectifs avec une stratégie claire d'amélioration, au niveau de l'IF, de la durabilité économique et de la résilience de leurs clients engagés dans l'agriculture et de contribution, au niveau du secteur, au renforcement de la résilience par l'adoption de pratiques d'agriculture durable. Il est important de souligner que les deux IF disposaient déjà d'un programme de prêt agricole conventionnel et ont donc choisi de développer un programme de prêt spécifique pour l'agriculture durable en accord avec leur mission sociale principale. Chacune a décidé de sélectionner un nombre limité d'agriculteurs pilotes (20 pour RPMI et 15 pour Bangko Kabayan) afin d'avoir la possibilité de facilement former, suivre et collecter des données pour assurer la réussite du projet (voir annexe Tableau 1). Ensuite, sur la base des résultats des fermes pilotes, leur intention est de faire de leurs nouveaux prêts verts l'un de leurs principaux produits. À long terme (5 à 7 ans), elles souhaiteraient offrir un seul produit financier pour l'agriculture durable en remplacement de leur programme conventionnel actuel respectif dans toutes leurs branches. Par conséquent, l'efficacité de la mise en œuvre d'une approche de gestion de la performance sociale et environnementale repose sur un processus en deux étapes : 1) une stratégie à court et moyen terme, avec une phase d'essai pilote d'une durée d'un à deux ans, dont l'objectif principal est de définir les caractéristiques des produits sur la base des essais pilotes et d'obtenir la validation du conseil d'administration ; 2) une stratégie à plus long terme dans le cadre de laquelle les deux IF ont l'intention de normaliser l'approche et de l'appliquer à l'ensemble de leur portefeuille, en tant que stratégie environnementale globale.

Cette étude de cas aux Philippines est un exemple intéressant qui montre comment deux institutions financières, avec des structures juridiques différentes et une vision distincte de la gestion de la performance environnementale, peuvent intégrer et développer un projet avec des objectifs stratégiques clairs. L'évaluation et la mesure des résultats afin de créer des preuves concrètes pour la direction est également un élément essentiel de leur vision stratégique à long terme pour faire de ce nouveau programme de prêt vert un produit standardisé et unique. Disposer d'une équipe de direction motivée et qui initie des changements pour aider l'institution à atteindre le triple objectif semble essentiel pour mettre en œuvre une GPE efficace, ainsi que pour participer à des projets tels que le GIF. Ce dernier est également un véhicule intéressant pour la mise en œuvre d'une stratégie environnementale plus large qui pourrait servir de point de départ à l'élaboration d'une stratégie de transformation à long terme.



H2 : Les IF doivent comprendre les risques au niveau des clients afin de leur fournir des réponses adaptées pour lutter contre leur vulnérabilité environnementale (test avec la Norme 7B).

Les questions environnementales sont vastes et très diverses. Pour s'engager dans la GPE, il est important que l'IF identifie d'abord les risques et les opportunités environnementaux liés à son contexte d'activité. Elle peut ensuite définir des stratégies appropriées pour atténuer les risques et/ou saisir les opportunités potentielles. C'est ce que présente la deuxième Norme de la Dimension 7 Gestion de la Performance Environnementale. L'étude de cas et le projet GIF ont choisi d'examiner les risques environnementaux auxquels sont confrontés les clients et leur vulnérabilité au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. À ce stade, le projet ne se concentre pas sur l'impact négatif sur l'environnement généré par les clients.

Afin de garantir une mise en œuvre efficace du projet, une évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité (ERCV) des clients cibles du projet a été réalisée par Agafer Creatives, une société de conseil basée aux Philippines et engagée dans de multiples facettes du travail de développement. Les résultats de l'évaluation des risques et de la vulnérabilité, complétés par l'évaluation des exploitations agricoles, ont été utilisés pour adapter l'assistance technique aux clients cibles par le biais de la formation, de l'accompagnement et du mentorat. Le MCPI, en partenariat avec Earthman & Co, un prestataire de services techniques spécialisé dans les services de développement agricole durable et organique, a élaboré un module de formation sur les pratiques durables, intégrées et adaptées au climat (SICAP) dans les entreprises agricoles. Le module SICAP est un document clé utilisé pour améliorer les connaissances sur le changement climatique et les capacités des clients cibles à en atténuer les effets.

L'étude réalisée dans le cadre du Programme Européen de Microfinance (Soulet, 2023) a révélé que la conception même des sessions de formation jouait un rôle décisif pour encourager les petits exploitants agricoles à mettre en œuvre des pratiques résilientes face au climat (voir les Tableaux 2 et 3 en annexe). Par conséquent, la structure des cours de formation (un mélange de 3 jours de cours théoriques et de 2 jours de visites sur le terrain dans des exploitations agricoles durables) a été très appréciée par les agriculteurs qui ont participé aux formations. Ils ont admis avoir été particulièrement inspirés par les serres et les autres équipements, étant vus comme des exemples réels et applicables à leurs propres exploitations. En outre, le programme de formation SICAP a motivé les agriculteurs participants à appliquer ce qu'ils ont appris à leurs exploitations et, plus encore, à éduquer leurs amis et les autres agriculteurs membres de leurs associations de fermiers. Pour certains, ces formations leur ont permis de réfléchir à leurs objectifs futurs et à la manière de développer leur activité et de résoudre leurs principaux problèmes, tels que la baisse des revenus due à la diminution de la qualité de la



production en raison des ravageurs et des maladies, des typhons et des fortes pluies, ainsi que l'augmentation de leurs coûts de production.

De plus, il est essentiel que l'IF réalise des études de marché pour les pratiques et technologies vertes afin de pouvoir comprendre les exigences des clients et de créer les produits les plus adaptés à leurs besoins. L'étude précédemment mentionnée a révélé que presque tous les agriculteurs interrogés seraient intéressés par l'essai de la production écologique, dans un premier temps dans une zone pilote et, si les résultats sont convaincants (notamment en termes de quantité produite et de coûts), à une échelle beaucoup plus grande. Des structures et technologies spécifiques telles que les serres et les pompes à eau solaire ont été mentionnées à plusieurs reprises (voir Tableaux 4 et 5 en annexe).

La réalisation d'entretiens pour comprendre et identifier la vulnérabilité des clients au changement climatique et à la dégradation de l'environnement est essentielle pour développer une stratégie environnementale et, par la suite, des produits verts qui répondent aux attentes des clients, même si ce processus peut prendre du temps et être coûteux. L'analyse sur le terrain pourrait être un point de départ essentiel pour la réussite future d'un tel projet et, plus généralement, pour apporter une réponse adaptée à la vulnérabilité environnementale des clients. Avec cette base d'information, les IF doivent convertir les idées recueillies à partir des analyses en produits financiers et non-financiers verts sur-mesure.

H3 : Les IF doivent fournir des services financiers et non-financiers adaptés pour garantir l'efficacité de leur stratégie environnementale (test avec la Norme 7C).

La Gestion de la Performance Environnementale ne consiste pas seulement à gérer et à cartographier les risques environnementaux, mais aussi à favoriser les opportunités écologiques. Si l'IF a identifié des risques environnementaux au niveau du client, cela signifie généralement qu'il est nécessaire d'aider les clients à atténuer ces risques. Et s'il y a un besoin, cela signifie qu'il y a une opportunité pour l'IF d'offrir une solution "verte" pour répondre à ce besoin. Risques et opportunités peuvent donc être considérés comme les deux faces d'une même pièce. L'évaluation du marché potentiel des pratiques et technologies vertes ouvre de nouvelles perspectives à l'IF, qui peut alors envisager de développer de nouveaux produits et services, de se différencier de ses concurrents et d'accroître sa portée. Sur la base de l'analyse des risques et des vulnérabilités identifiées des clients pilotes face au changement climatique, Bangko Kabayan et RPMI ont développé un programme de prêt vert dédié aux pratiques agricoles durables, comprenant : un prêt pour fournir des fonds de roulement pour l'agriculture durable, par exemple l'achat d'intrants organiques (semences, engrais, lutte contre les parasites, etc.) ou la diversification de l'exploitation ; et un prêt pour investir dans des technologies/matériels agricoles intelligents face au climat et des solutions d'énergie renouvelable pour une utilisation sur l'exploitation, en lien avec les pratiques organiques ou l'augmentation de l'efficacité de l'exploitation (par exemple, bateau à moteur, batteuse à riz/maïs,



systèmes de drainage, hydroponie (solaire) et aéroponie, serre, irrigation au goutte-à-goutte, etc.).

Cependant, la plupart des pratiques et technologies vertes nécessitent des conditions financières adaptées : les solutions d'agriculture durable représentent souvent des investissements initiaux à amortir sur des périodes plus longues et avec un calendrier de remboursement adapté à la saisonnalité des revenus ; tandis que pour les solutions d'énergie renouvelable, le calendrier de remboursement peut être adapté pour correspondre aux économies mensuelles générées par la technologie en termes de dépenses d'énergie. En outre, de nombreuses pratiques et technologies vertes sont davantage des « solutions de poussée » que des « solutions de traction » : elles doivent être promues pour attirer les clients. Pour l'IF, il est donc essentiel d'atteindre les clients cibles et de les informer de l'existence, des avantages et de l'accessibilité de ces pratiques et technologies vertes. Pour convaincre les clients, l'expérience montre qu'au-delà des avantages sociaux et environnementaux, il est essentiel de communiquer sur les avantages financiers que l'on peut attendre de ces pratiques et technologies. En tant que résultat du projet GIF, les deux IF ont conçu leurs prêts sur la base d'une analyse des coûts et des rendements spécifiques aux cultures agricoles, développée par le MCPI et Earthman & Co. Les spécificités des prêts (voir Tableaux 6, 7 et 8 en annexe) sont propres au projet pilote et sont basées sur les besoins actuels des huit fermes de démonstration, et peuvent donc évoluer dans le temps, en particulier lorsque les coûts des projets des autres clients tests seront connus. En effet, les deux IF cherchent à redéfinir divers aspects des produits de prêt, tels que le décaissement, les calendriers de remboursement, les intérêts et les pénalités, afin de les rendre plus efficaces pour leurs clients. Cela demande du temps et une bonne gestion des fermes de démonstration. Dans l'idéal, les deux organisations souhaiteraient donc créer des prêts présentant des avantages spécifiques par rapport à leur prêt agricole conventionnel. Elles voudraient toutes deux offrir de meilleures conditions pour le nouveau prêt afin d'encourager la pratique d'une agriculture plus durable. L'objectif final est d'assurer une meilleure durabilité économique et résilience pour leurs clients engagés dans le secteur agricole, et cela signifie leur offrir des incitations sur le nouveau prêt. Jusqu'à présent, la plupart des spécificités des prêts sont identiques à celles des prêts agricoles conventionnels, car l'objectif principal de la période pilote pour les fermes de démonstration n'est pas encore d'obtenir les meilleures conditions, mais de tester les technologies et de démontrer une analyse de rentabilité à la fois pour les IF et pour les clients. Cependant, certaines conditions ont déjà été ajoutées pour assurer le succès des fermes de démonstration : RPMI, l'ONG, a choisi de ne pas fixer de taux d'intérêt pour son nouveau prêt d'équipement uniquement pour ses quatre clients pilotes. Leur objectif est de l'établir avant le lancement officiel de leurs prêts. Les deux IF ont déclaré leur ambition d'autoriser des taux d'intérêt plus bas pour encourager les agriculteurs à recourir à ces prêts ; RPMI a également décidé de baser le montant de ses prêts sur l'analyse des coûts et des rendements des quatre fermes de démonstration et de fixer un montant de prêt minimum et maximum en fonction des projets de ses clients. Bangko Kabayan a transformé son prêt d'équipement habituel en un nouveau prêt d'un montant beaucoup plus élevé pour permettre aux agriculteurs d'acheter l'équipement dont ils ont besoin pour leur



projet ; en outre, les deux IF permettront aux clients pilotes de bénéficier de périodes de remboursement plus longues. Pour les prêts d'équipement, l'objectif est de permettre l'investissement dans des actifs dont le retour sur investissement ne s'inscrit pas dans le cycle régulier des récoltes agricoles. Une fois encore, ces périodes de remboursement peuvent être revues en fonction des résultats du projet dans un ou deux ans ; enfin, les deux prêts des deux IF sont sans garantie, principalement parce qu'elles peuvent accéder au fonds de garantie de la Philippine Guarantee Corporation, qui couvrira jusqu'à 60 % du montant du prêt pour le prêt d'équipement, et jusqu'à 85 % du montant du prêt pour les intrants. Pour que cette garantie s'applique, les clients doivent répondre au critère de "petit exploitant agricole", c'est-à-dire remplir des conditions spécifiques (terre de moins de 5 ha pour le propriétaire et de moins de 3 ha pour les locataires, etc.).

Or, pour s'attaquer aux problèmes environnementaux, il faut généralement changer les habitudes ou les pratiques. Si les services financiers peuvent lever certains des obstacles à l'adoption de pratiques/technologies vertes (c'est-à-dire l'obstacle financier, ainsi que l'obstacle physique dans le cas de partenariats avec des fournisseurs de technologies vertes), ils ne fonctionnent que si les clients sont déjà conscients et désireux de changer leur comportement et d'adopter de nouvelles pratiques/technologies. Les services non-financiers sont indispensables pour favoriser le changement de comportement et aider l'IF à atteindre ses objectifs environnementaux. C'est pourquoi le projet GIF intègre également cette dimension. La première étape du projet consiste à développer les connaissances, à sensibiliser aux effets du changement climatique et à renforcer les capacités des petits exploitants agricoles sélectionnés. Cette phase a été réalisée par le biais d'ateliers de formation sur les pratiques durables, intégrées et adaptées au climat. Ensuite, dans une deuxième étape, principalement à travers les huit fermes de démonstration, les connaissances sont traduites en pratiques, testées par les agriculteurs et progressivement mises en œuvre. En conséquence, les deux IF ont développé des services non-financiers adaptés : RPMI a offert une formation gratuite dispensée par le MCPI et le partenaire technique, Earthman & Co, à ses clients sélectionnés. Ils aimeraient créer un partenariat avec le prestataire de services techniques actuel pour continuer à soutenir leurs clients. Bangko Kabayan a proposé la même formation pendant la phase pilote du projet. Cependant, une fois la période de test terminée, leur statut de banque de développement, avec des services essentiellement financiers, les incite à ne pas proposer directement des services non-financiers, y compris de l'assistance technique, mais plutôt à encourager leurs clients à trouver une assistance technique parallèlement au service financier offert. Bangko Kabayan pourrait recommander des prestataires de services qu'elle aurait identifiés, comme Earthman & Co par exemple, mais entend toujours encourager ses clients à trouver les leurs.

Comme nous l'avons mentionné, la sensibilisation et le renforcement des capacités peuvent être utilisés comme stratégie pour atténuer les risques environnementaux au niveau des clients identifiés par l'IF (par exemple, former les clients à des pratiques agricoles durables pour réduire leur vulnérabilité au changement climatique), pour favoriser la transition vers une économie plus écologique (par



exemple, former les clients au développement d'une entreprise d'installation solaire, à l'utilisation de pesticides organiques, etc). À cette fin, le MCPI a lancé des ateliers de formation sur les pratiques durables, intégrées et adaptées au climat (SICAP) afin d'aider les agriculteurs de tous les secteurs à développer leurs activités en améliorant leurs compétences en matière de gestion, de planification et de marketing. Dans ce cadre, un profilage des agriculteurs clients pilotes a été établi ; des cours de formation théorique de trois à quatre jours ont été développés en utilisant l'analyse du profilage de ces derniers clients et les résultats de l'ACVR, et comme preuve de concept, huit clients ont été proposés pour mettre en place des fermes de démonstration avec une assistance technique et des conseils sur-mesure. Toutes les sessions ont été présentées par des experts locaux et l'équipe du MCPI. Elles étaient accompagnées d'exercices et de discussions de groupe ; les expositions des fermes intelligentes face au climat ont également fait l'objet de sessions pratiques. La dernière partie de ce module de formation SICAP est la production d'un ensemble de boîtes à outils conçues pour améliorer les compétences à long terme de ces agriculteurs, et surtout pour leur fournir du matériel et des documents résumant les bonnes pratiques à suivre. Ces documents seront produits en anglais et en tagalog pour faciliter leur compréhension par les agriculteurs : un outil de profilage, réalisé grâce aux données collectées lors des visites des fermes des clients, sera utilisé pour élaborer un plan opérationnel afin de disposer d'une base de référence et de suivre et d'évaluer les profils et les entreprises des agriculteurs ; un outil de plan d'affaires (Business Plan) aidera les agriculteurs à planifier, à gérer et à soutenir leur entreprise. Un outil de plan opérationnel aidera les agriculteurs à réfléchir à leur nouveau projet d'agriculture responsable et leur apprendra quelles sont les principales opérations et activités de l'entreprise à entreprendre. En outre, sur la base du module SICAP, des guides de production par culture ont été élaborés afin d'intensifier la sensibilisation et le renforcement des compétences parmi les clients de Bangko Kabayan et de RPMI. Ces documents seront donc un atout majeur pour garantir le succès des fermes de démonstration et du projet dans son ensemble. Leurs aspects pratiques et personnalisés, dans la langue du client, avec des étapes simples à suivre, en feront des éléments complémentaires à la formation et à l'assistance technique pour renforcer les compétences et les connaissances des petits exploitants agricoles aux Philippines.

Enfin, comme on ne peut attendre des institutions financières qu'elles deviennent des expertes de toutes les technologies et pratiques environnementales, l'expérience montre que le développement de partenariats avec des tiers (par exemple des fournisseurs de technologies, des prestataires d'assistance technique, des formateurs) est la clé d'une mise en œuvre réussie des produits financiers verts. Grâce au partenariat avec Earthman & Co, les formations visaient à améliorer la situation des agriculteurs, à renforcer leurs capacités et à les rendre plus entrepreneurs. Ces consultants, experts en agriculture organique, peuvent faire progresser le secteur agricole philippin en fournissant des services de développement agricole clés en main afin de favoriser une agriculture durablement productive et rentable. Les formateurs peuvent tirer parti de leurs compétences et de leur expérience grâce à des partenariats (exemple de Melendres Farm, une entreprise d'agriculture organique qui s'occupe de la planification des cultures et de



la plantation, et d'Organic Option, une entreprise spécialisée dans la vente de produits organiques sur le marché philipin). Ensemble, les formateurs et les partenaires techniques peuvent apporter leur soutien dans les domaines où une exploitation durable peut avoir besoin d'aide. Ce partenariat aide donc les IF à réaliser des économies d'échelle, car Earthman & Co représente l'ensemble de la chaîne de valeur agricole et peut fournir une assistance technique aux clients et aux fournisseurs, vendre des intrants organiques et des composants de serres, et donner accès aux opportunités des marchés organiques.

Avec le changement climatique, les événements climatiques soudains, tels que les vagues de chaleur, les sécheresses, les fortes pluies, les inondations ou les tempêtes, deviennent de plus en plus fréquents et graves. Ces chocs climatiques affectent directement et fortement les populations pauvres et vulnérables dont les capacités d'adaptation sont limitées. Puisque les événements climatiques extrêmes affectent les entreprises ou les ménages des clients (perte de récoltes, d'actifs, etc.), l'offre de produits et de services financiers adaptés aux clients concernés peut les aider à mieux faire face aux conséquences des chocs induits par le climat. Passer d'une stratégie à une analyse des risques sur le terrain, à un produit financier concret, est donc plus que nécessaire pour une gestion complète de la performance environnementale. Mais les services non-financiers sont également plus que nécessaires pour soutenir et encourager les clients à adapter leur comportement et leurs pratiques. Une assistance technique sur-mesure et sur le terrain peut soutenir efficacement les clients dans leur transition vers des pratiques plus responsables, tout en permettant à l'IF d'atteindre ses objectifs environnementaux. La promotion de pratiques et de technologies respectueuses de l'environnement ne peut fonctionner sans services financiers et non-financiers. D'après les entretiens réalisés dans le cadre du mémoire de recherche (Soulet, 2023), la plupart des agriculteurs interrogés estiment que la formation qu'ils ont reçue a contribué de manière significative à leur motivation à développer un projet utilisant des pratiques écologiques. Elles ont réellement déclenché de nouveaux objectifs et de nouvelles opportunités, par la pertinence des sujets étudiés, les exemples concrets qu'ils ont pu voir, l'envie et l'inspiration de devenir comme les formateurs, experts philippins en agriculture organique, mais aussi par la rencontre d'autres agriculteurs dans la même situation que la leur. La plupart des agriculteurs interrogés utilisent déjà une stratégie de minimisation des risques en plantant un grand nombre de variétés différentes ou en appliquant des méthodes agricoles simples et efficaces (plantation progressive, élévation des cultures pour éviter les inondations, etc.). Pour autant, l'enquête révèle un manque de connaissances et de capacités techniques et financières pour mettre en œuvre des pratiques plus adaptées face au dérèglement climatique et surtout pour acheter du matériel. Seuls 4 agriculteurs sur 33 ont essayé ou pu acheter du matériel pour protéger leurs cultures, et 2 sur 33 ont essayé de se diversifier pour limiter les risques. Enfin, la majorité des agriculteurs ne semble pas avoir demandé d'aide extérieure. Seuls 4 ont consulté des spécialistes du secteur pour obtenir des conseils. La plupart n'ont demandé l'aide de personne, ils ont simplement accepté leurs problèmes. Leur longue expérience semble être un obstacle majeur au changement de comportement. Dans l'ensemble, la majorité des clients interrogés n'avaient aucune expérience de l'agriculture organique. Ceux qui



s'y étaient déjà essayés ont été contraints d'arrêter parce qu'ils ne trouvaient pas de marché ou parce que l'étape de production prenait beaucoup de temps et nécessitait une main-d'œuvre importante.

Grace à la formation reçue, aux conseils des experts en agriculture organique et au potentiel service financier qui serait mis à leur disposition, la quasi-totalité des agriculteurs interrogés seraient intéressés par une expérience de production organique, dans un premier temps dans une zone pilote et, si les résultats sont probants (notamment en termes de quantité produite et de réduction des coûts), à une échelle beaucoup plus grande et plus répandue. Des équipements spécifiques tels que les serres et les pompes à eau solaires ont également été mentionnés à plusieurs reprises. Enfin, plus des deux tiers des personnes interrogées semblent très motivées pour développer un nouveau projet lié aux pratiques agricoles durables. Plus d'un tiers d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient subi des pertes et une augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre, au carburant/gaz et aux engrais en particulier. C'est pourquoi 21 agriculteurs sur 33 ont déclaré vouloir développer un tel projet pour réduire les coûts mentionnés ci-dessus. Certains agriculteurs ont même expliqué qu'ils ne voulaient plus utiliser de pesticides, parce qu'ils les assimilent à du poison et qu'ils refusent de manger ce qu'ils produisent eux-mêmes à cause des produits chimiques utilisés. Certains agriculteurs ont expliqué qu'ils produisaient avec des engrais chimiques et des pesticides pour vendre, et qu'ils créaient de petites parcelles organiques pour leur propre consommation. Très peu d'agriculteurs ont mentionné la nécessité de mettre en place ce nouveau projet afin de se diversifier : le désir de réduire leurs coûts, d'améliorer la qualité de leur production et d'augmenter leurs revenus sont les trois principales raisons de leur motivation.

L'accès au financement reste donc le premier élément requis par les agriculteurs, mais un soutien technique est fortement nécessaire pour les aider à devenir plus confiants dans l'avenir et à créer de nouveaux modèles et de nouvelles routines. Un programme avec des services financiers et non-financiers adaptés pourrait donc être une solution intéressante au renforcement de leur résilience face au changement climatique.

Conclusion

Les Normes Universelles de Gestion de la Performance Sociale et Environnementale, en tant qu'ensemble complet des « meilleures pratiques » pour le secteur de la finance inclusive, aident les institutions financières à placer les clients et l'environnement au centre de toutes les décisions stratégiques et opérationnelles. La Dimension 7 Gestion de la Performance Environnementale encourage les IF à s'engager sérieusement à améliorer leur performance environnementale, en contribuant à favoriser l'adaptation au changement climatique, l'atténuation des risques environnementaux et les solutions régénératives pour leurs bénéficiaires finaux. À cette fin, le mémoire de recherche réalisé dans le cadre du Programme



Européen de Microfinance a illustré comment le projet Green Inclusive Finance aux Philippines est un exemple d'intégration et de mise en œuvre de la Dimension 7 des Normes Universelles développées par Cerise+SPTF. Plus encore, cette étude et cet article, au travers du projet GIF, constitue une preuve que des Institutions Financières peuvent développer des produits financiers et non-financiers adaptés aux agriculteurs pour leur permettre d'être plus résilient face au changement climatique. Sur la base de l'analyse des pratiques de la Dimension 7 et des résultats du projet, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- Avoir une stratégie environnementale claire semble être un facteur de gestion important (cas de Bangko Kabayan), mais être attentif aux opportunités et développer une stratégie environnementale parallèlement à un projet concret semble également fonctionner (cas de RPMI). RPMI n'a pas encore de stratégie environnementale écrite, mais il est clair pour eux qu'en tant qu'institution de microfinance, ils ont la responsabilité de mettre en œuvre des pratiques environnementales durables pour conserver les ressources naturelles, protéger l'environnement et leurs clients vulnérables. Par conséquent, le projet GIF a été un point d'entrée pour RPMI afin d'aider spécifiquement ses clients agriculteurs à relever les défis liés à l'impact du changement climatique, puis d'utiliser cette expérience comme un premier projet concret sur lequel construire une stratégie environnementale plus large ;
- La mesure et la collecte de données sur les risques climatiques spécifiques et la vulnérabilité des clients sont essentielles pour créer des produits sur-mesure afin de répondre aux besoins des clients, d'adapter des solutions innovantes d'agriculture durables, de créer des preuves tangibles et de développer des produits à offrir à plus grande échelle ;
- La conversion des analyses de marché et de risque en produits financiers adaptés est une première étape importante pour permettre aux clients de développer un projet agricole responsable. Mais l'ajout de produits et de services non-financiers est essentiel pour mettre en œuvre une GPE efficace, gérer les changements, convaincre les agriculteurs à tester de nouvelles manières de produire et démontrer les effets positifs ;
- Travailler avec des partenaires spécialisés pour développer des services non-financiers est un élément clé de la réussite de l'application de la performance environnementale pour une IF, car son personnel ne peut pas maîtriser tous les éléments de la chaîne de valeur agricole. Les IF ont besoin d'un soutien technique pour assurer des formations de qualité et un renforcement des capacités, un accès adapté des clients aux produits verts pertinents et aux nouveaux marchés. Plus encore, des partenaires locaux jouent un rôle puissant de modèle et de désir de répliation pour les clients agriculteurs ruraux.

Les résultats de ce projet constituent une base solide pour permettre aux deux IF de développer des produits financiers et des services non-financiers, mais il tire



également des leçons pour les Philippines (analyse des risques, conseils aux agriculteurs) et pour la GPE en général dans le secteur de l'inclusion financière. Cela confirme nos trois hypothèses : Les IF ont besoin d'une stratégie claire pour mettre en œuvre une analyse efficace et minutieuse des risques environnementaux spécifiques/locaux afin de fournir une réponse adaptée à la vulnérabilité environnementale. En outre, une combinaison de produits financiers et de services non-financiers, élaborée en collaboration avec des partenaires techniques, est nécessaire pour garantir l'efficacité de la stratégie environnementale. Le projet GIF représente une composante d'une stratégie environnementale beaucoup plus large dans le secteur de l'inclusion financière. ADA, par exemple, conçoit et met actuellement en œuvre des projets de financement inclusif en Asie-Pacifique et en Amérique Centrale dans le but de permettre aux populations vulnérables d'adopter des solutions durables pour l'adaptation au climat et de renforcer leur résilience. Dans le même temps, des consultants locaux et le personnel du MCPI ont été formés aux Philippines à la réalisation d'audits environnementaux afin d'aider huit IF à élaborer une stratégie environnementale claire.

Cela pourrait être la base d'une nouvelle révolution verte dans le domaine de l'inclusion financière !



Références

ADA, Mathilde Bauwin, in collaboration with Cerise, Social Performance Management in Microfinance: Practices, Results and Challenges, February 2019.

Agrawala, S. and M. Carraro (2010), "Assessing the Role of Microfinance in Fostering Adaptation to Climate Change", OECD Environment Working Papers, No. 15, OECD Publishing, Paris.

Allet, M. (2014). Why do microfinance institutions go green? *Journal of Business Ethics*, 122(3), 405-424.

Allet, M., Schuite, G.J., Forcella, D. and Dumitrescu, R. (2016). The Green Index 2.0, An innovative tool to assess environmental performance in the microfinance sector. European Microfinance Platform.

Cerise+SPTF, 2024, State of Practice on Social and Environmental Performance Management.

Hans Joachim Schellnhuber, conference Our common future under climate change, Paris, UNESCO, July 8, 2015.

Mark C. Urban, "Accelerating extinction risk from climate change", *Science*, 2015.

Morton, J. F. (2007). The impact of climate change on smallholder and subsistence agriculture. *Proceedings of the national academy of sciences*, 104(50), 19680-19685.

Rosegrant, M. W., et al. (2016). The Economywide Impacts of Climate Change on Philippine Agriculture. International Food Policy Research Institute.

Soulet, 2023, How microfinance institutions can contribute to fostering the adoption of climate-smart agricultural practices by smallholder farmers? Insight from the Philippines. European Microfinance Programme.

Atwii, F. et al, (2022). World Risk Report, Institute for International Law of Peace and Armed Conflict (IFHV).

Annexes

Tableau 1 : Détails des entretiens individuels - clients

Partner FSP	Study Sites	Agriculture Sub-Sector	Number of Respondents
RPMI	Solano, Nueva Vizcaya	Vegetable farming, Palay production, Fisheries, Livestock	5
	Alaminos, Pangasinan	Vegetable farming, Fisheries	5
	Buguias, Benguet	Vegetable farming	4
	Dingras, Ilocos Northe	Vegetable farming, Palay Production, Livestock raising	4
	SUB-TOTAL		
Bangko Kabayan	Tiaong, Quezon	Vegetable farming, Corn production	5
	Sariaya, Quezon	Vegetable farming, Palay and Corn production	6
	San Juan, Batangas	Vegetable farming	4
	SUB-TOTAL		
TOTAL			33

Tableau 2 : Clients RPMI - Impact des formations et évolution des connaissances

		Average number of trained days			Increased knowledge perception					Training structure perception				
		Farm scoping	One session of 3 days (3 days)	Farm exposure (2 days)	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
RPMI	Vegetable farmers (n=5)	-	2	2	-	-	-	1	3	-	-	-	-	4
	Palay farmers (n=7)	-	6	3	-	-	-	1	6	-	-	-	1	6
	Fisherfolks (n=6)	-	5	3	-	-	-	1	4	-	-	-	1	4
	TOTAL (n=18)	-	13	8	-	-	-	3	13	-	-	-	2	14
	AVERAGE PROFILE	13/18 have followed one sessions of 3 days												
4 Demo-Farm Farmers	-	4	4	-	-	-	-	4	-	-	-	-	4	

Tableau 3 : Clients Bangko - Impact des formations et évolution des connaissances

		Average number of trained days				Increased knowledge perception					Training structure perception				
		Farm scoping	One session of 2 days	Two sessions of 2 days (4 days)	Farm exposure (2 days)	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
Bangko Kabayan	Vegetable farmers (n=10)	2	8	3	3	-	2	1	4	1	-	-	3	-	4
	Palay farmers (n=2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Corn farmers (n=3)	1	3	2	1	-	1	-	-	2	-	-	-	1	2
	TOTAL (n=15)	3	11	5	4	-	3	1	4	3	-	-	3	4	6
	AVERAGE PROFILE	11/15 have followed at least one session of two days													
4 Demo-Farm Farmers	-	-	4	3	-	-	-	2	2	-	-	-	-	4	

Tableau 4 : Clients RPMI - Motivation & nouveau projet

	Project	Previous experience in organic farming		Confidence level					
		Yes	No	1	2	3	4	5	
RPMI	Vegetable farmers (n=6)	- Greenhouse with homemade organic fertilizer - Greenhouse with HVC - Greenhouse with organic vegetables - Greenhouse and drip-irrigation - Organic livestock practices & Greenhouse with organic fertilizer	2	3	-	-	-	-	5
	Palay farmers (n=7)	- Non-GMO rice production (organic fertilizer & carbonise ash) - Organic rice farming with organic fertilizers - None - Organic rice with organic fertilizers and pesticides & new equipments (tresher, miller) - Greenhouse with organic vegetables (lettuce, pet-chai, etc) - Organic integrated farm - Organic rice and poultry & goat using organic inputs	1	5	-	-	1	1	4
	Fisherfolks (n=6)	- Organic shrimp culture & e-rator - Cage expansion with organic feeds - Cage expansion with organic feeds & solar lights & add a net - New organic inputs and pesticides - Cage expansion with organic feeds - Cage expansion & solar lights & paddle e-rator	2	4	-	-	1	1	4
	TOTAL (n=18)	-	5	12	-	-	2	2	13
	AVERAGE PROFILE	-	12/18 have never tested organic farming						
4 Demo-Farm Farmers	- Greenhouse with organic vegetables - Organic rice with organic fertilizers and pesticides & new equipments (tresher, miller) - Organic shrimp culture & e-rator - Cage expansion & solar lights & paddle e-rator	1	3	-	-	-	1	3	

Tableau 5 : Clients Bangko Kabayan - Motivation & nouveau projet

	Project	Previous experience in organic farming		Confidence level					
		Yes	No	1	2	3	4	5	
Bangko Kabayan	Vegetable farmers (n=10)	- Start organic farming (tomato and ampalaya) - Set-up an automatize irrigation system - Install a solar water pump - Set up a nursery green house - Non-GMO corn production - Install a GH - Shift to organic practices and replace the 4 fuel water pump - Organic hog raising - Greenhouse nursery and organic eggplant - Nursery and organic crop diversification	2	8	1	-	3	3	3
	Palay farmers (n=2)	- Solar water pump - Organic poultry business	1	1	-	-	-	1	1
	Corn farmers (n=3)	- Shift to organic young corn farming/non-GMO young corn - Shift to organic young corn farming/non-GMO young corn - Use organic foliar & greenhouse for organic lettuce	-	3	-	-	1	1	1
	TOTAL (n=15)	-	3	12	1	-	4	5	4
	AVERAGE PROFILE	-	12/15 have never tested organic farming						
4 Demo-Farm Farmers	- Set-up an automatize irrigation system & organic tomatoes and ampalaya - Greenhouse nursery and organic eggplant - Nursery and organic crop diversification - Non-GMO young corn & Greenhouse for organic lettuce	1	3	-	-	1	1	1	

Tableau 6 : RPMI - Conditions d'accès au nouveau package de prêts verts

	Loan name	Client profile	Client age	Client business	Client practices	Client land ownership	Client experience	Client localisation	Client CSA knowledge	Other conditions
RPMI	Agricultural Development Program - Green	- Smallholder farmers (rice, corn, vegetables) - Backyard hog growers - Fish growers	25 to 70 years old	- For crop: maximum of 5 ha for landowners and 3 ha for tenants; minimum of 1,250 sqm for rice and corn farmers; minimum of 250 sqm for vegetable farmers - For livestock: at least 2 existing pigs - For fisheries: at least 1 fish pond or fish cage	- Crop - Vegetables - Shrimp - Lapu-Lapu - Livestock	- Owner-cultivator - Tenants - Leaseholders	- For crop: Engaged in farming for at least 5 years - For livestock: Engaged in backyard piggy for at least 1 year - For fisheries: Engaged in fish growing for at least 1 year	N/A	- A farm plan will be required from the client - Clients will be required to strictly follow the recommended organic farming protocols	- Having a good repayment history and a previous loan fully paid - Being a permanent resident of the barangay with at least a year of stay - Must not have agricultural loan from other MFIs - Get listing of smallholder farmers from the Department of Agrarian Reform per municipality of the branch coverage - Must have an ADP-Green Loan - Submit a proposal of the cost of equipment intended to purchase from a reputable supplier
	Equipment Loan				- Motorboat - Rice/corn thresher - Solar aerator - Installation of rain shelter - Greenhouse - Wind breaker - Fish cages - Other materials or tools needed					

Tableau 7 : Bangko Kabayan - Conditions d'accès au nouveau package de prêts verts

	Loan name	Client profile	Client age	Client business	Client practices	Client land ownership	Client experience	Client localisation	Client CSA knowledge	Other conditions
Bangko Kabayan	Sustainable ANI Loan	- Crop growers	21 to 64 years old for the new borrowers, up to 70 years old for the repeat borrowers	- For crop growers: less than 5 ha of lands	- Palay - Okra - Bitter melon - Soybean - String beans - Eggplant - Tomato - Cassava - Cabbage - Other short-term crops	- Owner-cultivator - Tenants - Leaseholders	- Business operation for at least 1 year - No start-up farm shall be financed	Farm must be accessible with a public means of transportation from BK branch	- Borrower(s) must engage in or plan to engage in climate-smart agricultural practices and activities - They must have existing partnerships with reliable technology and market linkage providers, e.g., Earthman & Co	None
	Sustainable Agri Business Builder Loan				- Drainage systems - Hydroponics - Aeroponics - Greenhouse - Drip irrigation - Solar dehydrators - Solar dryer - Other sustainable and climate-smart technologies/equipment					- Existing ANI client on his/her 5th cycles or has been a BK borrower for at least two (2) years, whichever comes first. - No incidence of delay payment more than 10 days in the last 4th cycle

Tableau 8 : Spécificités des nouveaux produits financiers verts

	Loan name	Loanable amount		Loan term	Repayment	Interest rate	Service charge	Documentary stamp	Mandatory credit insurance	Collateral	Microsavings
		Minimum	Maximum								
RPMI	Agricultural Development Program - Green	Loan amount will be based on the green project of the client, including the demo-farm and the other from the test period. MF NGOs are mandated to provide loans for a maximum of Php 300,000 (4,956€)		- For shrimp: 5 months - For lapu-lapu: 8 months	Lump sum	30% per annum (2.5% monthly)	- Loan Redemption Fund: 1.5% - Loan Service Fee: 1%	None	None	None	Php 200 monthly (3€ monthly)
	Equipment Loan			3 to 5 years	Every harvest, prepayment is allowed	None					None
Bangko Kabayan	Sustainable ANI Loan	Php 40,000 (657€)	Php 300,000 (4,927€)	2 to 6 months	Single paiement	25% to 42% per annum	4% per annum	1.5 PHP on each 200 or fractional part thereof x term/365	0.65% of approved loan amount per month	None	None
	Sustainable Agri Business Builder Loan	Php 100,000 (1,642€)	Php 1,000,000 (16,423€)	6 months to 3 years	Semi-annual or annually paiement	25% to 30% per annum					